

A6434

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
Société Anonyme de commissaires aux comptes
au capital de 250.000 Francs
Siège Social : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY
CORBEIL ESSONNES EN COURS 538144

**PROCES-VERBAL DE LA PREMIERE REUNION
DES ADMINISTRATEURS**

L'an mil neuf cent quatre vingt treize,

Le 17 septembre,

A l'issue de la signature des statuts,

Les personnes désignées en qualité de seuls membres du futur Conseil d'Administration de la société "GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES" se sont réunies pour la première fois, en vue de constituer le bureau du Conseil et d'organiser la direction générale de la Société.

Sont présents :

- Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD,
- Monsieur Bruno GARY,
- Monsieur Marc LERICK.

Les administrateurs nommés par les statuts étant présents, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD, préside la séance.

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD prend la parole et soumet sa candidature comme Président au vote des administrateurs.

Après en avoir délibéré, le Conseil désigne, à l'unanimité, Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD en qualité de Président du Conseil d'Administration pour la durée de son premier mandat d'administrateur.

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD déclare accepter les fonctions qui viennent de lui être conférées et satisfaire à toutes les conditions légales, réglementaires et statutaires, notamment en ce qui concerne le cumul du nombre de mandats de Président du Conseil d'Administration ou de membre du Directoire ou de Directeur Général unique d'une société anonyme.

En sa qualité de Président, Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD assumera, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et représentera celle-ci à l'égard des tiers.

Il est investi dans les limites légales des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Dans ces limites, le Président pourra partiellement déléguer ces pouvoirs.

Le Président ne sera pas rémunéré.

NOMINATION D'UN DIRECTEUR GENERAL

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD expose qu'il lui serait utile d'être assisté d'un Directeur Général et propose à cet effet la candidature de Monsieur Bruno GARY qui est administrateur.

Sur la proposition du Président, et après en avoir délibéré, le Conseil désigne, à l'unanimité, Monsieur Bruno GARY, demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS comme Directeur Général.

Monsieur Bruno GARY exercera les fonctions de Directeur Général tant que Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD exercera celles de Président. S'il est administrateur, elles cesseront en même temps que son mandat d'administrateur.

Si le mandat de Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD venait à cesser, Monsieur Bruno GARY resterait Directeur Général jusqu'à la nomination du nouveau Président, à moins que le Conseil ne décide la cessation immédiate de ses fonctions ou au contraire leur continuation sur la proposition du nouveau Président.

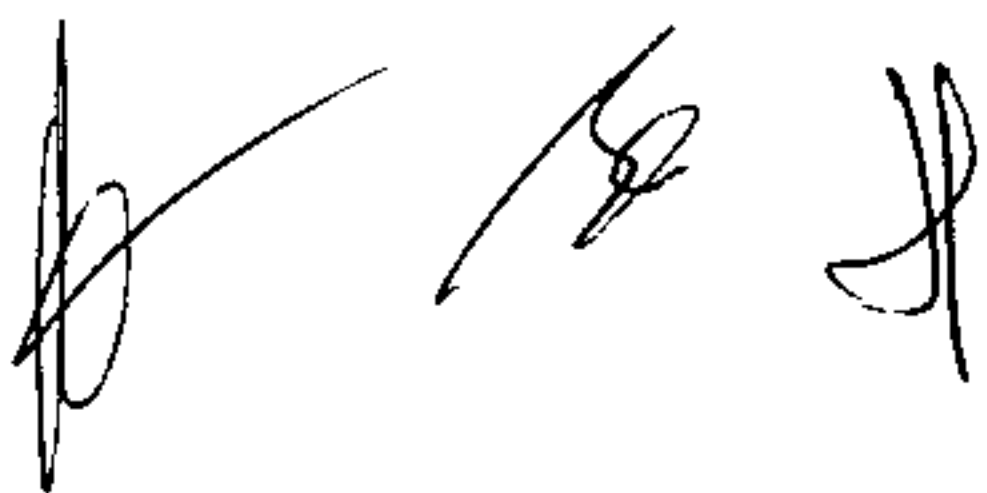
En accord avec le Président, le Conseil décide, à l'unanimité, qu'en sa qualité de Directeur Général, Monsieur Bruno GARY disposera des mêmes pouvoirs que le Président tant sur le plan interne que vis-à-vis des tiers.

Monsieur Bruno GARY prend la parole et déclare accepter le mandat de Directeur Général.

Le Directeur Général ne percevra pas de rémunération.

Le Conseil confère tous pouvoirs à son Président ou à toute autre personne qu'il se substituerait à l'effet de :

- retirer, après immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, les fonds déposés à la banque "B.N.P.", agence du Front de Seine, 92300 LEVALLOIS PERRET, et provenant des souscriptions en espèces, et régler les frais et honoraires afférents à la constitution de la Société,
- publier un avis de constitution dans un journal d'annonces légales et effectuer le dépôt au greffe du Tribunal de commerce des documents requis par la loi,
- requérir l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,



- signer toutes pièces, quittances et décharges,
- et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et deux Administrateurs.

Le Président de séance
Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD
"bon pour acceptation
des fonctions de Président
du Conseil d'Administration"

*Bon pour acceptation
des fonctions de président
du conseil d'Administration.*

Un Administrateur
Monsieur Marc LERICK

Un Administrateur
Monsieur Bruno GARY
"bon pour acceptation
des fonctions de
Directeur Général"

*Bon pour acceptation
des fonctions de
Directeur Général*

[Signature]

[Signature]

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
Société Anonyme de commissaires aux comptes
au capital de 250.000 Francs
Siège Social : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY
CORBEIL ESSONNES EN COURS

**DECLARATION DE REGULARITE
ET DE CONFORMITE**

Les soussignés :

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD,
demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE,

Monsieur Bruno GARY,
demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS,

Monsieur Marc LERICK,
demeurant 21, rue Duplex, 76600 LE HAVRE,

Agissant en qualité de premiers administrateurs de la société anonyme de commissaires aux comptes "GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES" :

Déclarent, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 24 juillet 1966, qu'ils ont effectué les opérations suivantes en vue de constituer régulièrement ladite Société :

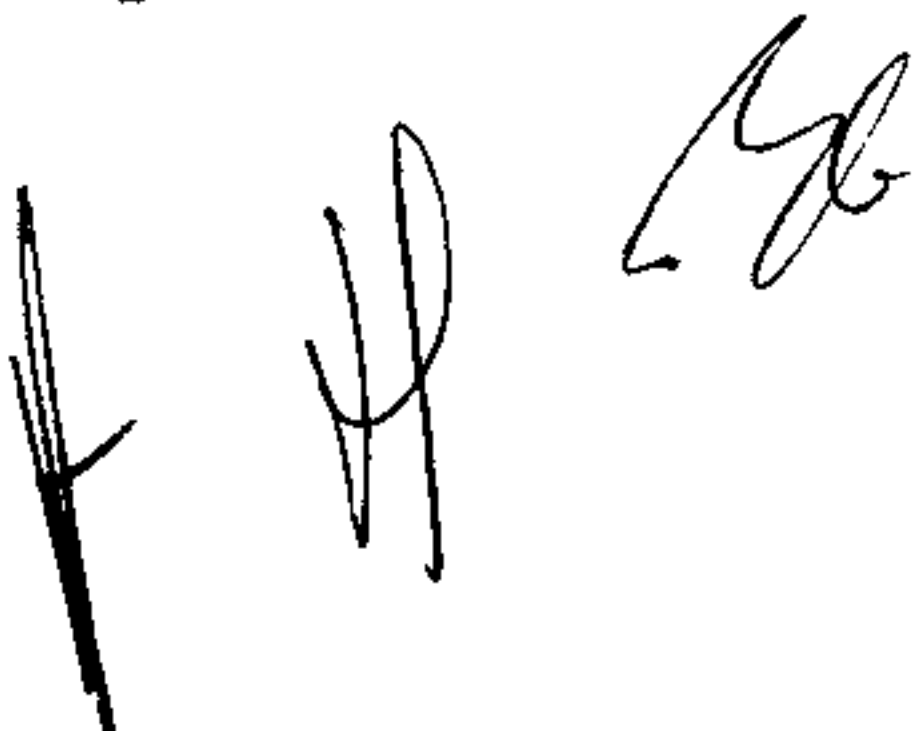
Dépôt des fonds

Les fonds reçus des souscripteurs d'actions de numéraire ont été déposés, dans les huit jours de leur réception à la banque "B.N.P.", agence du Front de Seine, 92300 LEVALLOIS PERRET, ainsi que le constate le certificat établi par le dépositaire au moment du dépôt des fonds, sur présentation de la liste des souscripteurs mentionnant les sommes versées par chacun d'eux.

Statuts

Les statuts ont été établis par acte sous seing privé en date du 17 septembre 1993 à ORSAY et signés par tous les actionnaires.

Ils contiennent toutes les énonciations requises par la loi, notamment celles relatives à la forme de la Société, à sa durée, à sa dénomination, à son objet et au montant de son capital social.



Capital social - Apports

Le capital social est fixé à 250.000 Francs, divisé en 2500 actions de 100 Francs chacune, toutes de numéraire, régulièrement souscrites et libérées à concurrence du quart.

Désignation des premiers administrateurs et des Commissaires aux Comptes

Ont été désignés comme premiers administrateurs :

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD,
demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE,

Monsieur Bruno GARY,
demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS,

Monsieur Marc LERICK,
demeurant 21, rue Duplex, 76600 LE HAVRE,

Ont été nommés en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire la S.A.R.L. "GENERALE FIDUCIAIRE D'AUDIT ET DE CONSEIL", dont le siège social est 5, rue Saint Didier, 75116 PARIS, et en qualité de Commissaire aux Comptes suppléant Monsieur Bertrand MIQUEL, demeurant 47, rue de Courcelles, 75008 PARIS, lesquels ont accepté ces fonctions et déclaré satisfaire à toutes les conditions imposées par la loi pour l'exercice de leur mandat et n'entrer dans aucun cas d'incompatibilité prévu par la loi.

Nomination des dirigeants sociaux

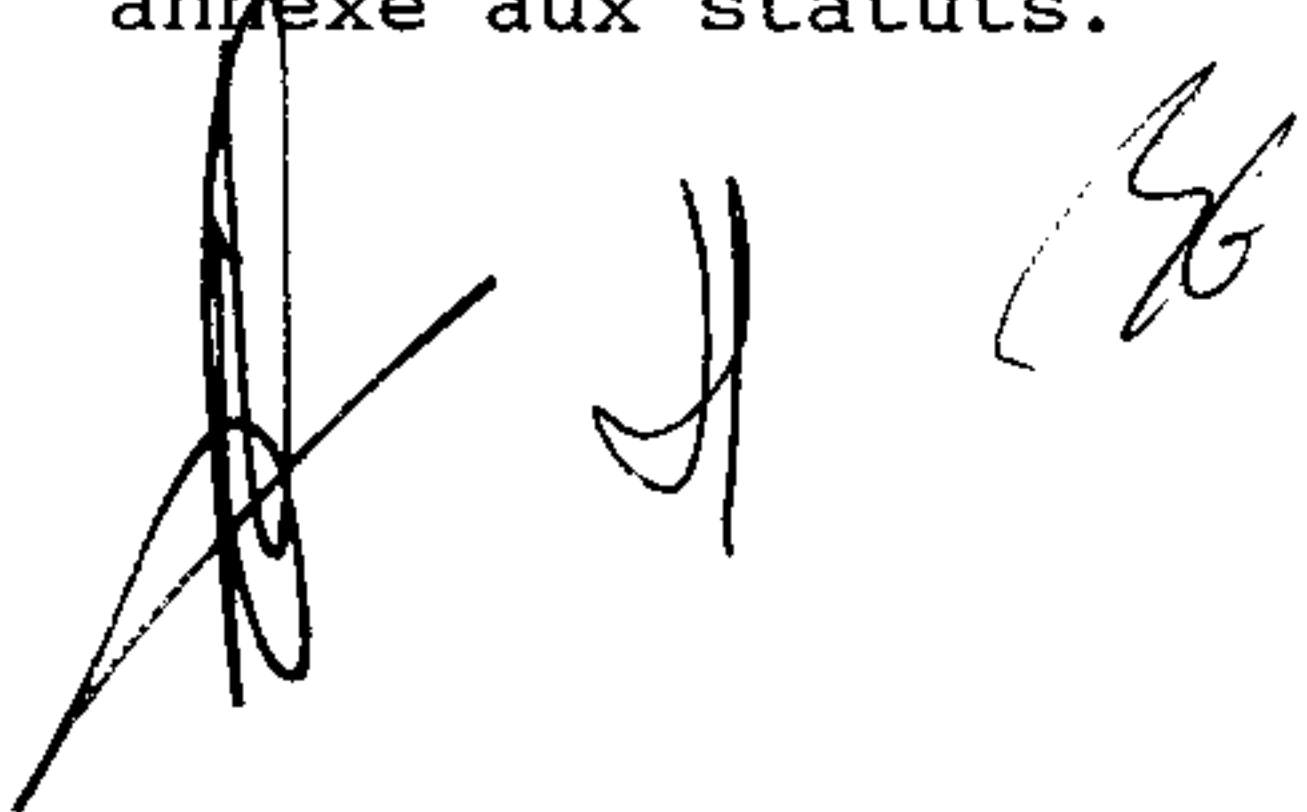
Les administrateurs, réunis à l'issue de la signature des statuts, ont désigné :

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD, demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE, en qualité de Président du Conseil d'Administration,

Monsieur Bruno GARY, demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS, en qualité de Directeur Général.

Actes accomplis pour le compte de la Société en formation

L'état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun de ces actes de l'engagement qui en résulterait pour la Société, a été présenté aux actionnaires avant la signature des statuts et demeure annexé aux statuts.



Avis de constitution

La publication de l'avis de constitution de la Société prévu par l'article 285 du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales a été demandée le 20.09.93 au journal LA CROIX, journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Sont déposées avec la présente déclaration de conformité, les pièces suivantes :

- deux originaux de l'acte constitutif contenant les statuts,
- deux copies du certificat du dépositaire auquel est jointe la liste des souscripteurs avec l'indication pour chacun d'eux du nombre d'actions de numéraire souscrites et des sommes versées.
- deux exemplaires du procès-verbal de la première réunion des administrateurs ayant désigné les dirigeants sociaux,

Les diverses pièces exigées par les textes seront présentées avec la demande d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de CORBEIL ESSONNES.

Comme conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés affirment sous leur responsabilité et les sanctions édictées par la loi que la constitution de la susdite Société a été réalisée en conformité de la loi et des règlements en vigueur.

Fait en triple exemplaire
Le 17 septembre 1993
A ORSAY

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD

Monsieur Bruno GARY

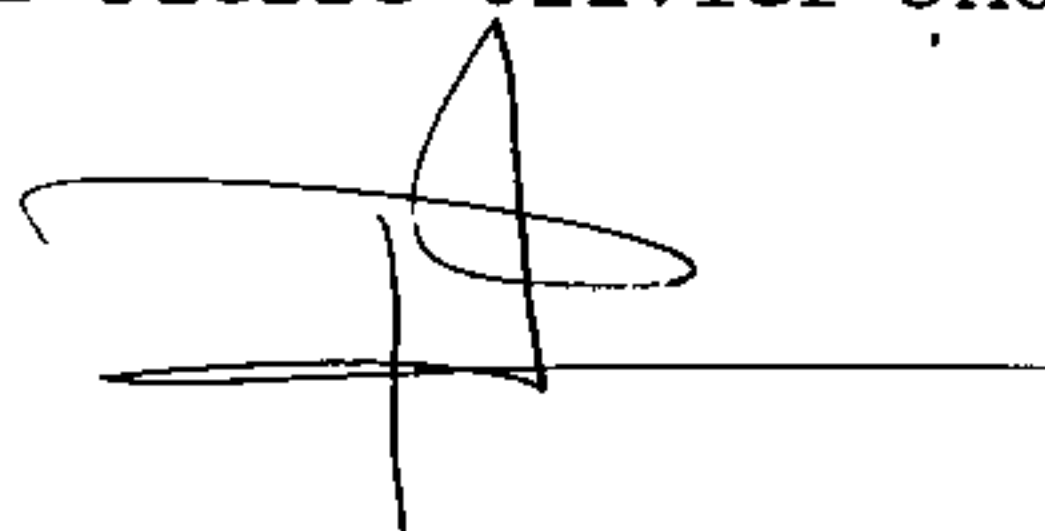
Monsieur Marc LERICK

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
SOCIETE ANONYME DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU CAPITAL DE F.250.000
SIEGE SOCIAL : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY
R.C.S. : CORBEIL ESSONNES en cours

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

	CAPITAL SOUSCRIT	CAPITAL LIBERE (25 %)	CAPITAL RESTANT A LIBERER (75 %)
Monsieur Bruno GARY 325, rue de Vaugirard 75015 PARIS	F.124.700	F.31.175	F. 93.525
Mr Pierre Olivier JAUSSAUD 8, rue Le Titien 91440 BURES SUR YVETTE	F.124.700	F.31.175	F. 93.525
Monsieur Marc LERICK 21, rue Dupleix 76600 LE HAVRE	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Alain MEYNIEUX 11/15, rue Erard 75012 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Pierre GODET 10, rue de Monceau 75008 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Bernard GODET 10, rue de Monceau 75008 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Madame Brigitte GARY 325, rue de Vaugirard 75015 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Madame Aline JAUSSAUD 8, rue Le Titien 91440 BURES SUR YVETTE	F. 100	F. 25	F. 75
Total :	----- F.250.000	----- F.62.500	----- F.187.500

Le Fondateur
Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD





LEVALLOIS FRONT DE SEINE

Levallois Perret, le 16 septembre 1993
41, rue Baudin

Boîte Postale N°9
92300 LEVALLOIS PERRET

Téléphone : 40 89 83 99
Poste : 280
Fax : 40 89 83 09

A T T E S T A T I O N

Votre ref. :
Notre ref. : PP/NL

La BANQUE NATIONALE DE PARIS Société Anonyme dont le siège social est à PARIS, 16 boulevard des Italiens, représentée par

Madame FALCONNET Véronique Chef de Service secrétariat
engagement de l'Agence LEVALLOIS FRONT DE SEINE
sise 41, rue Baudin - 92300 - LEVALLOIS-PERRET

soussigné,
Atteste par la présente :

- que le compte ouvert sur les livres de son siège de
LEVALLOIS FRONT DE SEINE au nom de la société en formation

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
S.A. au capital de Frs 250.000
dont le siège social se situe

12, rue Archangé
91400 ORSAY

est créancier de la somme de Frs 62.500- (SOIXANTE DEUX MILLE CINQ CENT FRANCS) représentant un quart du capital libéré de cette société et que cette somme est indisponible jusqu'à justification de l'immatriculation de ladite société au Registre du Commerce et des Sociétés,

- qu'elle est en possession d'une liste comportant les noms, prénoms et domicile des souscripteurs avec indication des sommes versées par chacun d'eux.

Une photocopie de cette liste, certifiée conforme par ses soins, se trouve jointe à la présente attestation.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

à LEVALLOIS PERRET, le 16 SEPTEMBRE 1993

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
SOCIETE ANONYME DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
AU CAPITAL DE F.250.000
SIEGE SOCIAL : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY
R.C.S. : CORBEIL ESSONNES en cours

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

	CAPITAL SOUSCRIT	CAPITAL LIBERE (25 %)	CAPITAL RESTANT A LIBERER (75 %)
Monsieur Bruno GARY 325, rue de Vaugirard 75015 PARIS	F.124.700	F.31.175	F. 93.525
Mr Pierre Olivier JAUSSAUD 8, rue Le Titien 91440 BURES SUR YVETTE	F.124.700	F.31.175	F. 93.525
Monsieur Marc LERICK 21, rue Dupleix 76600 LE HAVRE	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Alain MEYNIEUX 11/15, rue Erard 75012 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Pierre GODET 10, rue de Monceau 75008 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Monsieur Bernard GODET 10, rue de Monceau 75008 PARIS	F. 100	F. 25	F. 75
Madame Brigitte GARY 325, rue de Vaugirard 75015 PARIS	F. 100	F. 25	F. ' 75
Madame Aline JAUSSAUD 8, rue Le Titien 91440 BURES SUR YVETTE	F. 100	F. 25	F. 75
Total :	F.250.000	F.62.500	F.187.500

COPIE CERTIFIÉE CONFORME
LE

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le Fondateur
Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
Société anonyme de commissaires aux comptes
au capital de 250.000 Francs
Siège social : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY

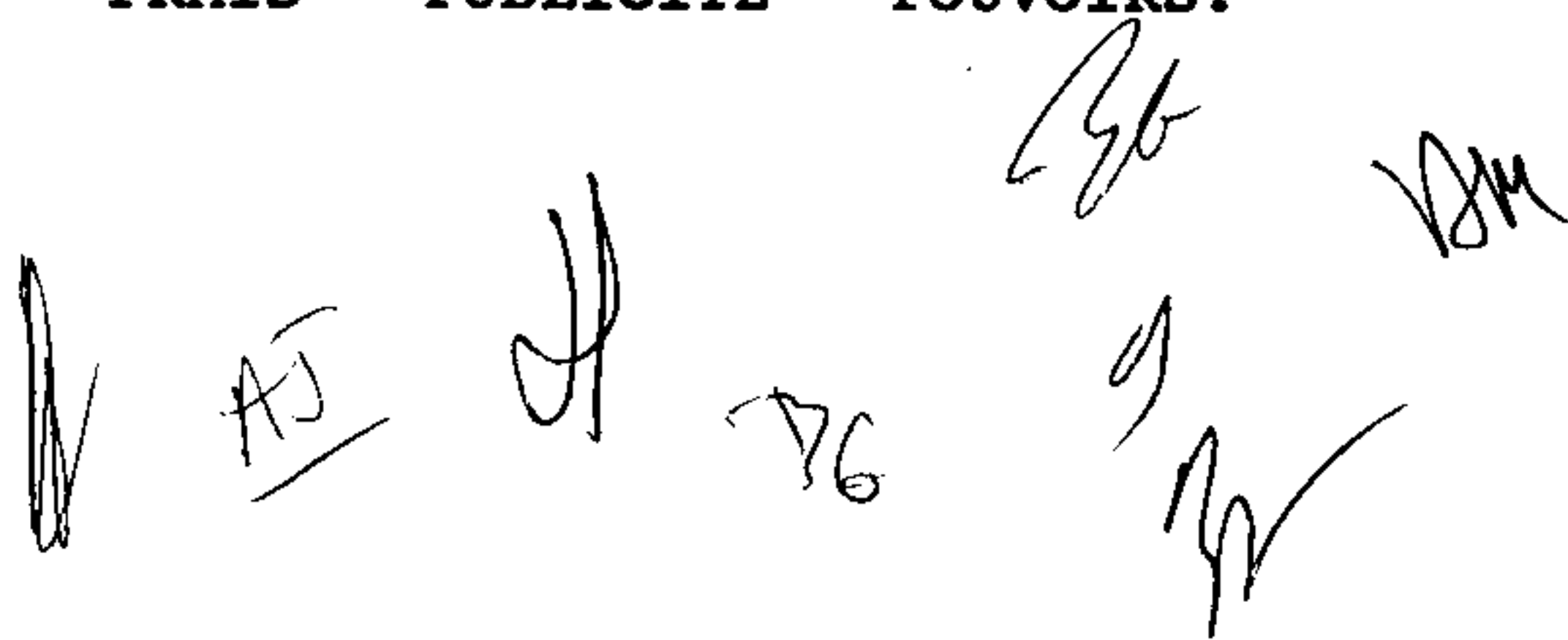
CHAPITRE I - REDACTION ET ADOPTION DES STATUTS.

- * TITRE I : OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE
- * TITRE II : CAPITAL SOCIAL - ACTIONS
- * TITRE III : LES ACTIONNAIRES - ADMISSION - RETRAIT -
EXCLUSION - TRANSMISSION DES ACTIONS - DROITS ET
OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS
- * TITRE IV : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE
- * TITRE V : ASSEMBLEES - DROIT DE COMMUNICATION DES
ACTIONNAIRES
- * TITRE VI : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION
ET REPARTITION DES BENEFICES - PAIEMENT DU
DIVIDENDE - ACOMPTE SUR DIVIDENDES
- * TITRE VII : TRANSFORMATION - PROROGATION - PERTE DU CAPITAL -
DISSOLUTION - LIQUIDATION - ARBITRAGE DE LA
COMPAGNIE REGIONALE

CHAPITRE II - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.

**CHAPITRE III - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX
COMPTES.**

**CHAPITRE IV - ENGAGEMENTS PRIS ET A PRENDRE POUR LE COMPTE DE
LA SOCIETE EN FORMATION - FRAIS - PUBLICITE - POUVOIRS.**

A collection of handwritten signatures and initials, including 'AS', 'JH', '76', 'GB', and 'VHM', arranged in a horizontal line.

Enregistré à Palaiseau-Sud-Ouest le **17 SEP. 1993**

Bord **291** case **2** Folio **15**

Reçu **cinq cents francs**

pl Le Receveur Principal,

A handwritten signature, possibly 'A', written below the text 'Le Receveur Principal'.

CHAPITRE I - REDACTION ET ADOPTION DES STATUTS.

Les soussignés :

Monsieur Bruno GARY,
demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS,
de nationalité française,
né le 21 Mars 1950 à PHNOM PENH (CAMBODGE),
Commissaire aux comptes inscrit,
membre de la Compagnie régionale de PARIS,

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD,
demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE,
de nationalité française,
né le 20 Septembre 1950 à GRENOBLE (38),
Commissaire aux comptes en cours d'inscription,
à la Compagnie régionale de PARIS,

Monsieur Marc LERICK,
demeurant 21, rue Duplex, 76600 LE HAVRE,
de nationalité française,
né le 22 Août 1960 à ROSENDAEL (59),
Commissaire aux comptes inscrit,
membre de la Compagnie régionale de ROUEN,

Monsieur Alain MEYNIEUX,
demeurant 11/15, rue Erard, 75012 PARIS,
de nationalité française,
né le 27 Juillet 1946 à LE MANS (72),
Commissaire aux comptes inscrit,
membre de la Compagnie régionale de PARIS,

Monsieur Pierre GODET,
demeurant 10, rue de Monceau, 75008 PARIS,
de nationalité française,
né le 23 Janvier 1948 à PARIS 8ème (75),
Commissaire aux comptes inscrit,
membre de la Compagnie régionale de PARIS,

Monsieur Bernard GODET,
demeurant 10, rue de Monceau, 75008 PARIS,
de nationalité française,
né le 23 Février 1951 à PARIS 16ème (75),
Commissaire aux comptes inscrit,
membre de la Compagnie régionale de PARIS,

Madame Brigitte GARY née RAISON,
demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS,
de nationalité française,
née le 21 Juillet 1951 à BOULOGNE SUR MER (62),

Madame Aline JAUSSAUD née PERCHERON,
demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE,
de nationalité française,
née le 13 Mai 1952 à NEUILLY SUR SEINE (92),

[Handwritten signatures and initials: AS, J, 76, 72, and others]

Ont décidé de constituer entre eux une société anonyme et ont adopté les statuts établis ci-après :

TITRE I : OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions composant le capital social et celles qui pourraient être créées ultérieurement, une société anonyme de commissaires aux comptes, régie par les lois et règlements en vigueur relatifs aux sociétés anonymes, notamment par la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et le décret n° 67-236 du 23 mars 1967 ci-après qualifiés "La loi" et "Le Décret", ainsi que par le décret n° 69-810 du 12 août 1969 modifié, relatif à l'organisation de la profession et au statut professionnel des commissaires aux comptes.

ARTICLE 2 - OBJET

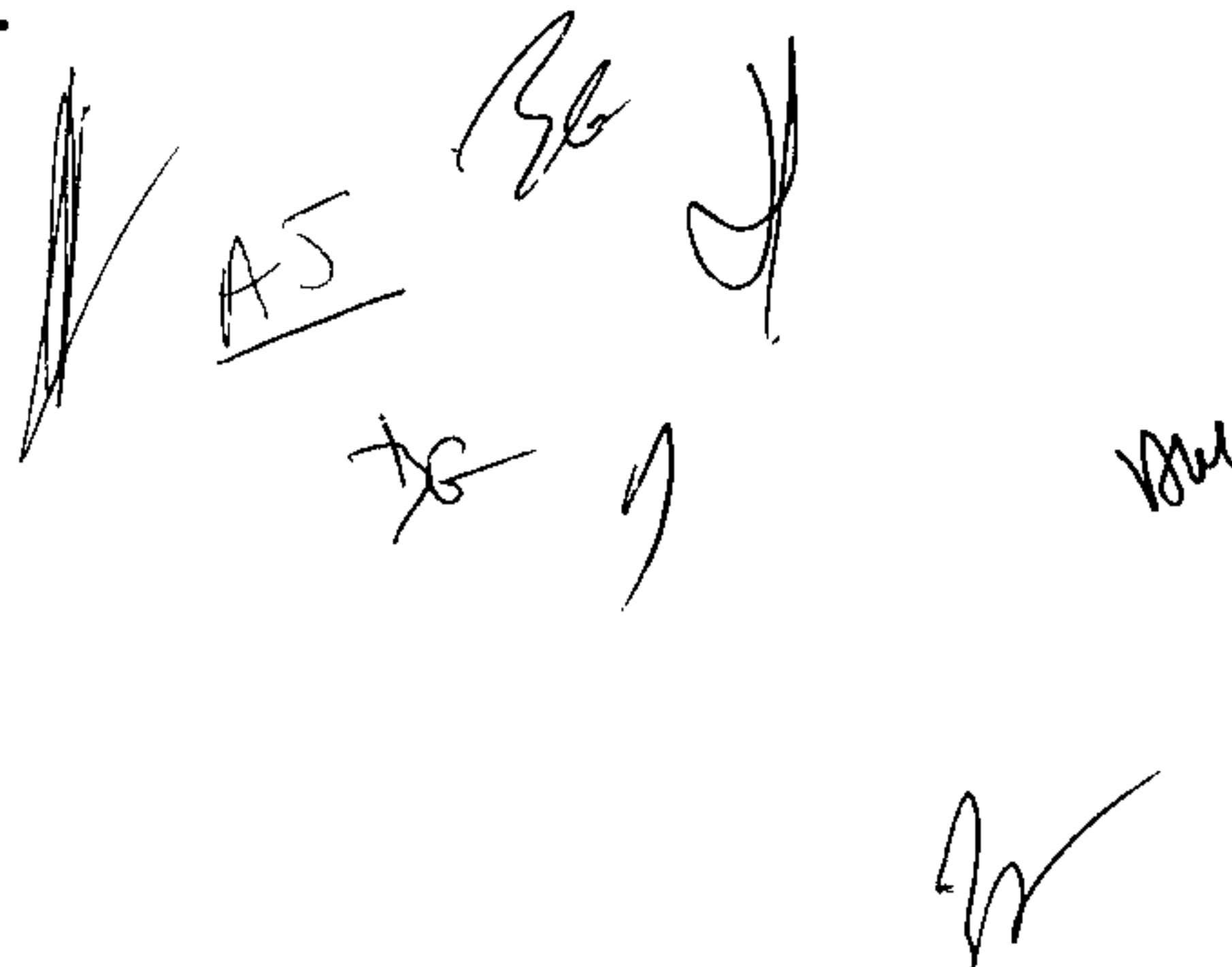
La Société a pour objet, en France, et dans les départements et territoires d'Outre-Mer, l'exercice de la profession de commissaire aux comptes.

En outre, la société pourra remplir toutes missions en France et à l'étranger pouvant être confiées à des commissaires aux comptes en vertu de la loi et des règlements en vigueur.

Elle pourra prendre des participations dans toutes sociétés de commissaires aux comptes conformément aux textes en vigueur.

Pour réaliser son objet, elle pourra créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles.

Et plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets spécifiés.

Handwritten signatures and initials, including 'A5', 'JG', 'J', 'B', 'D', 'W', and a large signature at the bottom right.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

"GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES"

Les actes, documents, rapports et communications émanant de la société et destinés aux tiers ou à la clientèle, les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, ou son abrégé, ou son sigle ci-dessus, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société anonyme de commissaires aux comptes" ou "S.A. de commissaires aux comptes", de l'énonciation du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et peuvent indiquer la Compagnie régionale où la société est inscrite.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY.

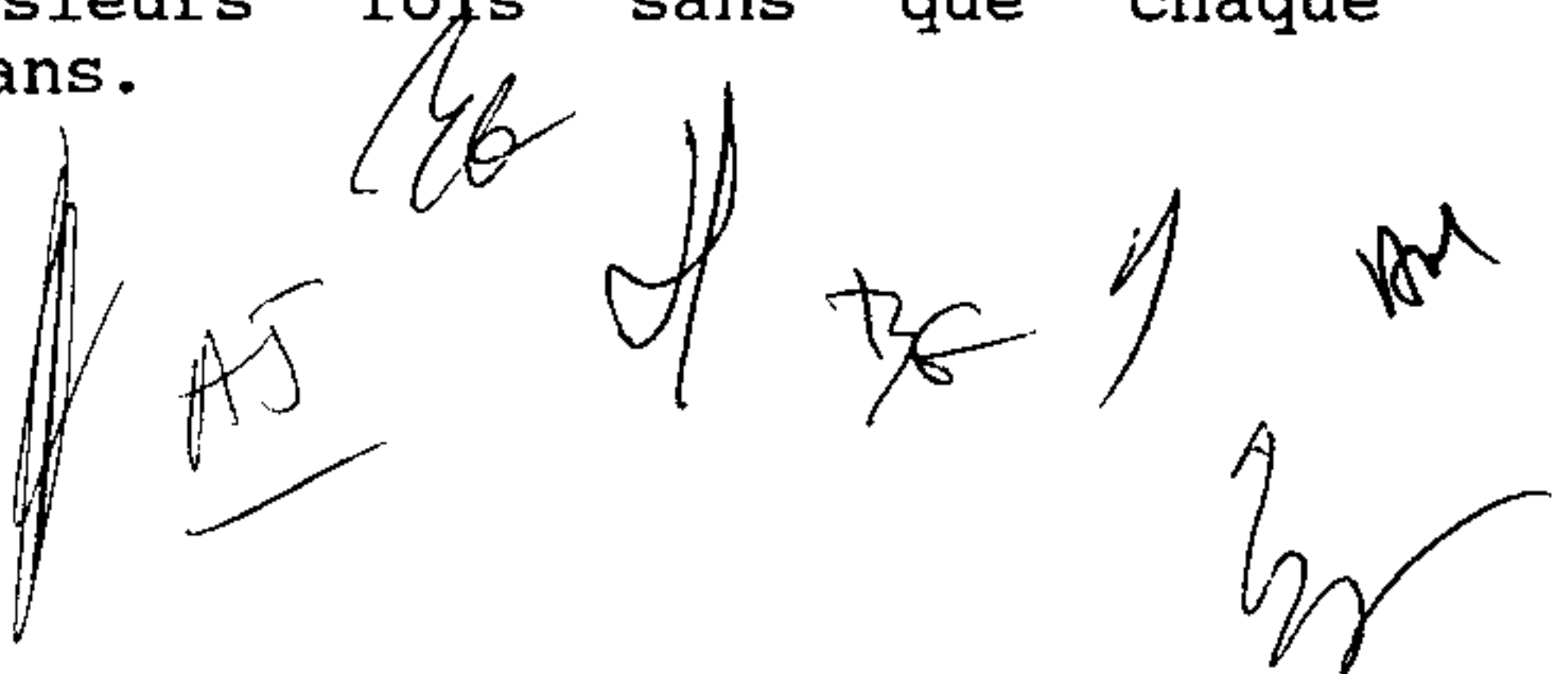
soit dans le ressort de la Compagnie régionale de PARIS.

Il peut être transféré, dans les conditions de l'article 99 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'article R.166 du décret du 12 août 1969, en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

La durée de la société ne peut excéder 99 ans. Cette durée peut être prolongée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page. From left to right, there is a large stylized signature, the initials 'AS' underlined, a signature that looks like 'Gy', a signature that looks like 'JF', a signature that looks like 'J', and a signature that looks like 'M'. Below these, there is another signature that looks like 'L'.

TITRE II : CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Il est fait apport d'une somme de deux cent cinquante mille francs (F.250.000), correspondant à 2500 actions de cent francs (F.100) de nominal chacune, toutes de numéraire et composant le capital social initial, lesdites actions souscrites et libérées du quart, ainsi qu'il résulte du certificat établi par la banque "B.N.P.", agence de Front de Seine, 92300 LEVALLOIS PERRET, dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les actionnaires, soit soixante deux mille cinq cent francs (F.62.500), a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de deux cent cinquante mille francs (F.250.000).

Il est divisé en 2500 actions de 100 francs chacune, d'une seule catégorie, numérotées de 1 à 2500.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital, sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi, les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel ou collectif. Ils disposent, en outre, dans tous les cas, d'un droit de souscription à titre réductible. Si les souscriptions n'atteignent pas le montant de l'augmentation de capital, le solde est réparti par le conseil d'administration. Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles par les voies civiles.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

[Handwritten signatures and initials: "AS", "36", "W", "Bm"]

ARTICLE 9 - REDUCTION DE CAPITAL

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi, sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre les actionnaires.

La réduction du capital social, qu'elle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure à un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

A la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "76", "A5", "36", "J", "7", "92", and "DM".

ARTICLE 12 - LISTE DES ACTIONNAIRES

La liste des actionnaires sera communiquée à la commission d'inscription et à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes, ainsi que toutes modifications apportées sur cette liste.

TITRE III : LES ACTIONNAIRES - ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION - TRANSMISSION DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS - ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 13 - ACTIONNAIRES ET CAPITAL SOCIAL

Les trois quarts au moins en nombre des actionnaires devront être des commissaires aux comptes inscrits, personnes physiques ou morales et les trois quarts au moins du capital social devront être détenus par des commissaires aux comptes inscrits, personnes physiques ou morales.

Lorsqu'une société de commissaires aux comptes a une participation dans le capital de la société, les actionnaires non commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Lorsqu'à la suite d'une succession ayant pour effet de réduire la part des commissaires aux comptes dans le capital au-dessous du seuil des trois quarts, les ayants droit non commissaire aux comptes seront dans l'obligation de céder un nombre d'actions nécessaires de façon à respecter les dispositions légales dans un délai de deux ans.

ARTICLE 14 - ENTREE ET RETRAIT PAR CESSIION D'ACTIONNAIRES

L'entrée et le retrait, par cession, d'actionnaires de quelque manière qu'il intervienne sera communiqué à la compagnie régionale dont relève la société.

ARTICLE 15 - EXCLUSION

1) Causes d'exclusions d'office

Un actionnaire est exclu d'office de sa qualité de commissaire aux comptes :

- lorsqu'il est radié sur sa demande de la liste des commissaires aux comptes ;
- lorsqu'il est radié de la liste des commissaires aux comptes à titre disciplinaire ;
- lorsqu'il est omis de la liste des commissaires aux comptes pour une durée supérieure à deux ans.

[Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "AS" and "18m"]

2) Causes d'exclusion facultative

La suspension n'entraîne pas par elle-même l'exclusion (cf art. R. 176 al.2). Toutefois celle-ci peut, à l'unanimité des autres actionnaires, prononcer l'exclusion de l'un d'entre eux en sa double qualité d'actionnaire et de commissaire aux comptes, lorsque celui-ci est condamné à la peine disciplinaire de la suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois (cf art. R. 176).

L'exclusion d'un actionnaire non commissaire aux comptes peut être prononcée pour tout fait dûment constaté de nature à porter atteinte à sa probité ou à son honorabilité. Dans ce cas, si l'exclusion est prononcée, elle ouvre droit à une juste indemnisation.

3) La procédure d'exclusion

La décision d'exclusion ne pourra être prise que par une assemblée générale à laquelle l'actionnaire dont l'exclusion est projetée devra être convoqué à peine de nullité : il devra être entendu et ses observations devront être consignées au procès-verbal.

4) Les conséquences de l'exclusion

- En cas d'exclusion d'office, l'actionnaire perd sa qualité d'actionnaire commissaire aux comptes à compter du jour où la décision prononçant sa radiation est devenue définitive. Il dispose alors d'un délai de six mois à compter de la date de sa radiation pour céder tout ou partie de ses actions afin de maintenir la part du capital détenu par les commissaires aux comptes (cf art. R 177).

Toutefois la société à l'unanimité des autres actionnaires peut l'exclure de toute participation au capital. Il dispose du même délai pour céder toutes ses actions.

- En cas d'exclusion facultative, l'actionnaire dispose du même délai pour céder ses actions à compter de la décision de l'assemblée générale. A défaut pour l'associé exclu de céder ses actions dans le délai ci-dessus visé, la société peut alors procéder à la cession d'office dans les conditions (de prix) fixées à l'article 16 ci-après.

Le président du conseil d'administration sera alors investi de tout pouvoir à l'effet de procéder au virement en compte des actions.

ARTICLE 16 - TRANSMISSION DES ACTIONS

L'admission de tout nouvel actionnaire ou associé est subordonné à un agrément préalable. Il en est ainsi même dans le cas des transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de cession soit à un conjoint, soit à un descendant ou à un ascendant, dès lors que lesdites personnes ne sont pas déjà actionnaires.

76 36
AJ J 1 M 18M

Toutes cessions ou transmissions d'actions à des personnes autres que les actionnaires sont soumises à l'agrément préalable du conseil d'administration dans les conditions fixées par les articles 274 et 275 de la loi du 24 juillet 1966, 207 du décret du 23 mars 1967 ainsi que par l'article 13 des présents statuts.

La demande d'agrément qui doit être notifiée à la société indique l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la demande.

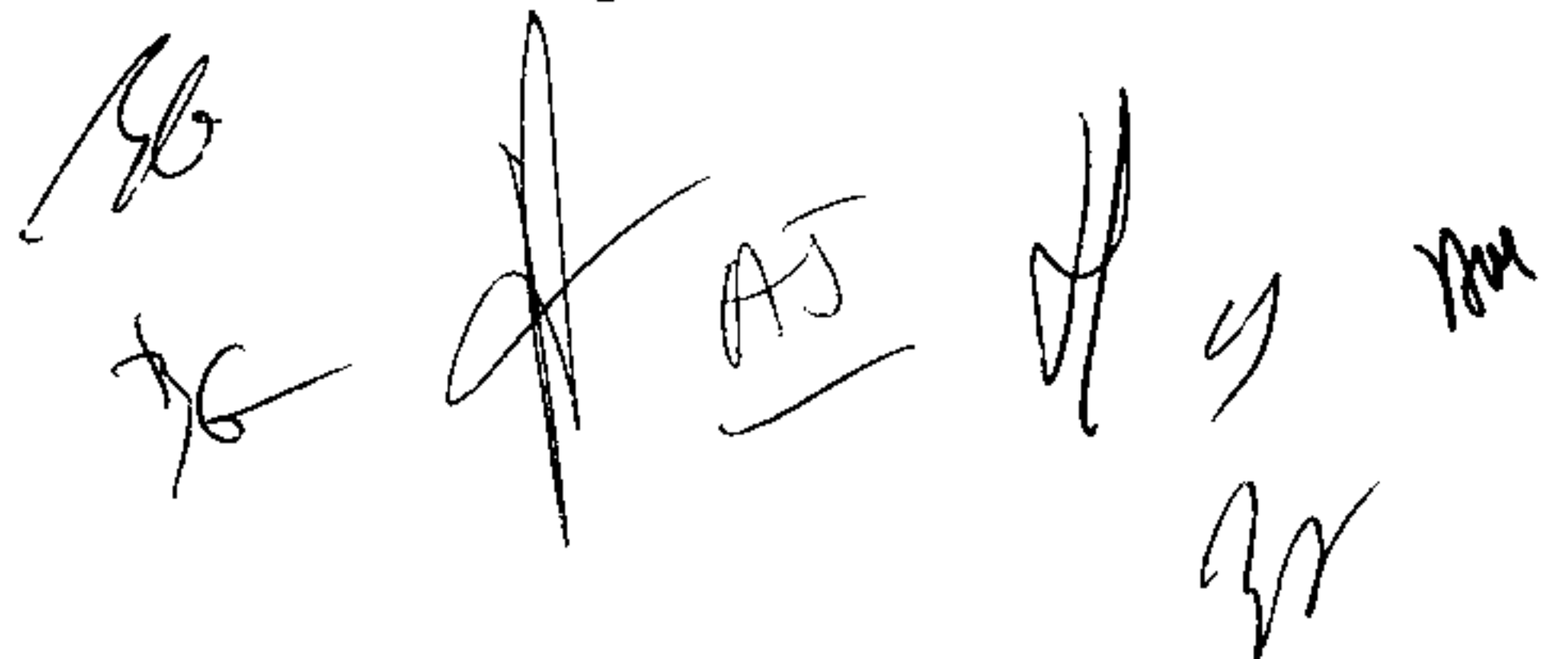
Si l'agrément est refusé, le conseil d'administration doit, dans les trois mois suivant la notification du refus, faire acquérir les actions par un ou des actionnaires, un tiers ou, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de son capital. En cas d'achat par des actionnaires, ils sont réputés acquéreurs à proportion de leur nombre ancien d'actions. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil sans préjudice du droit du cédant de conserver ses actions. Les frais d'expertise seront partagés par moitié entre cédants et cessionnaires. En cas de désaccord entre les experts, le litige sera soumis à l'arbitrage du président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes où est inscrite la société.

Si à l'expiration du délai de trois mois après la notification du refus d'agrément, l'achat de toutes les actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné pour la totalité des actions sur lesquelles portait la demande de cession. Ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement ainsi qu'aux cessions de droits préférentiels de souscription ou de droits d'attribution en cas d'augmentation de capital.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1) Chaque action donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une part proportionnelle au nombre des actions émises, et notamment, au règlement de la même somme nette, pour toute répartition ou tout remboursement fait au cours de la vie sociale ou lors de liquidation. En conséquence, toutes mesures devront être prises, pour que chaque action bénéficie comme toutes les autres, de toutes exonérations fiscales auxquelles les répartitions ou remboursements susvisés pourraient donner lieu.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including 'AB', 'AS', and several other illegible marks.

2) Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi, que la part éventuelle dans les fonds de réserves et provisions.

La propriété d'une action emporte de plein droit, adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

3) Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

4) Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de tout autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieurs à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

5) Aux assemblées, chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation, mais sous réserve de l'application, aux assemblées générales assimilées aux assemblée consultatives, des dispositions de l'article 82 de la loi.

6) Pour ce qui concerne les actions entrant dans la catégorie des 75 % réservée aux commissaires aux comptes, la nu-propriété doit toujours être détenue par un commissaire aux comptes et le nu-propriétaire seul vote dans toutes les assemblées générales et spéciales, lorsque l'usufruitier n'est pas lui-même commissaire aux comptes.

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites appartiennent au nu-propriétaire. Si celui-ci néglige d'exercer ses droits, l'usufruitier peut se substituer au nu-propriétaire.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including "AS" and "mm".

TITRE IV : ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMPOSITION - ACTIONS DE GARANTIE

1) La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de douze membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés parmi les personnes physiques ou morales actionnaires, par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer à tout moment.

Les personnes morales nommées administrateurs sont tenues de désigner un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était administrateur en son nom propre. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci. Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

2) Les trois quarts au moins des administrateurs doivent être choisis parmi les actionnaires commissaires aux comptes.

Les représentant permanents des sociétés de commissaires aux comptes actionnaires doivent être des commissaires aux comptes.

3) Les administrateurs peuvent être salariés de la société sans limitation de nombre, de même que sans condition d'ancienneté au titre de la qualité de salarié.

4) Chacun des administrateurs doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action.

Cette action, affectée à la garantie des actes de gestion est inaliénable et ne peut être donnée en gage.

Les administrateurs, nommés au cours de la vie sociale, peuvent ne pas être actionnaires, au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils sont réputés démissionnaires d'office.

L'ancien administrateur ou ses ayants droit recouvrent la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

76 AS 30 J 7 184

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS - LIMITE D'AGE

1) La durée des fonctions des administrateurs est de six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'administrateur.

Tout administrateur sortant est rééligible.

2) L'âge limite au-dessus duquel un administrateur ou un représentant permanent d'une personne morale ne peut exercer ses fonctions est fixé à soixante quinze (75) ans révolus. La limite d'âge ne s'appliquera toutefois que lorsque le nombre des administrateurs et représentants permanents l'ayant atteint, excédera la moitié des administrateurs en fonction.

Lorsque cette fraction est dépassée, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Toutefois, l'administrateur le plus ne sera pas réputé démissionnaire si le dépassement de la fraction statutaire résulte d'un décès ou d'une démission survenu depuis la précédente assemblée générale ordinaire. Mais les dispositions réglementant la limite d'âge seront appelées à s'appliquer dès le remplacement de l'administrateur décédé ou démissionnaire.

Au cas où ces dispositions atteindraient un représentant permanent de personne morale, celui-ci devrait être remplacé au moyen de la désignation immédiate, par la personne morale représentée, d'un nouveau représentant permanent n'ayant pas atteint l'âge limite.

ARTICLE 20 - VACANCES - COOPTATIONS

Si un siège d'administrateur devient vacant entre deux assemblées générales par suite de décès ou de démission, le conseil d'administration peut procéder à des nominations à titre provisoire.

Dans ce cas, il devra respecter le principe de la majorité des membres commissaires aux comptes énoncé au paragraphe 2 de l'article 18 ci-avant.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Si le nombre d'administrateurs devient inférieur à trois, le ou les administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Handwritten signatures and initials:
A5, 36, J, 10, 1, 32, 18m

ARTICLE 21 - BUREAU DU CONSEIL

1) Le conseil d'administration élit parmi ses membres un Président qui est obligatoirement une personne physique, dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le président doit être choisi parmi les membres du conseil d'administration commissaire aux comptes.

Le conseil d'administration peut à tout moment mettre fin à son mandat.

L'âge limite au-delà duquel le président ne peut exercer les fonctions correspondantes est fixé à soixante dix (70) ans révolus. Si le président en fonction vient à atteindre cet âge en cours de mandat, il est réputé démissionnaire à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice au cours duquel il aura atteint la limite d'âge.

2) Le conseil peut nommer, en outre s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elles puissent excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le ou les vice-présidents doivent être choisis parmi les membres du conseil d'administration commissaires aux comptes.

Les fonctions de vice-président consistent exclusivement, en l'absence du président, à présider les séances du conseil ou les assemblées. En l'absence du président ou des vice-présidents, le conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le conseil peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Le ou les vice-présidents sont toujours rééligibles.

ARTICLE 22 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

1) Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président, qui en fixe l'ordre du jour.

Toutefois les administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil d'administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, le convoquer, s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left, the initials "AS" in the center, and several other signatures on the right.

2) Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et chaque administrateur présent ou représentant permanent d'un administrateur ne pouvant disposer que d'un pouvoir.

En cas de partage, la voix du président de séance est prépondérante.

3) Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur un registre à feuillets mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont rédigés par le président du conseil d'administration, un directeur général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 23 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

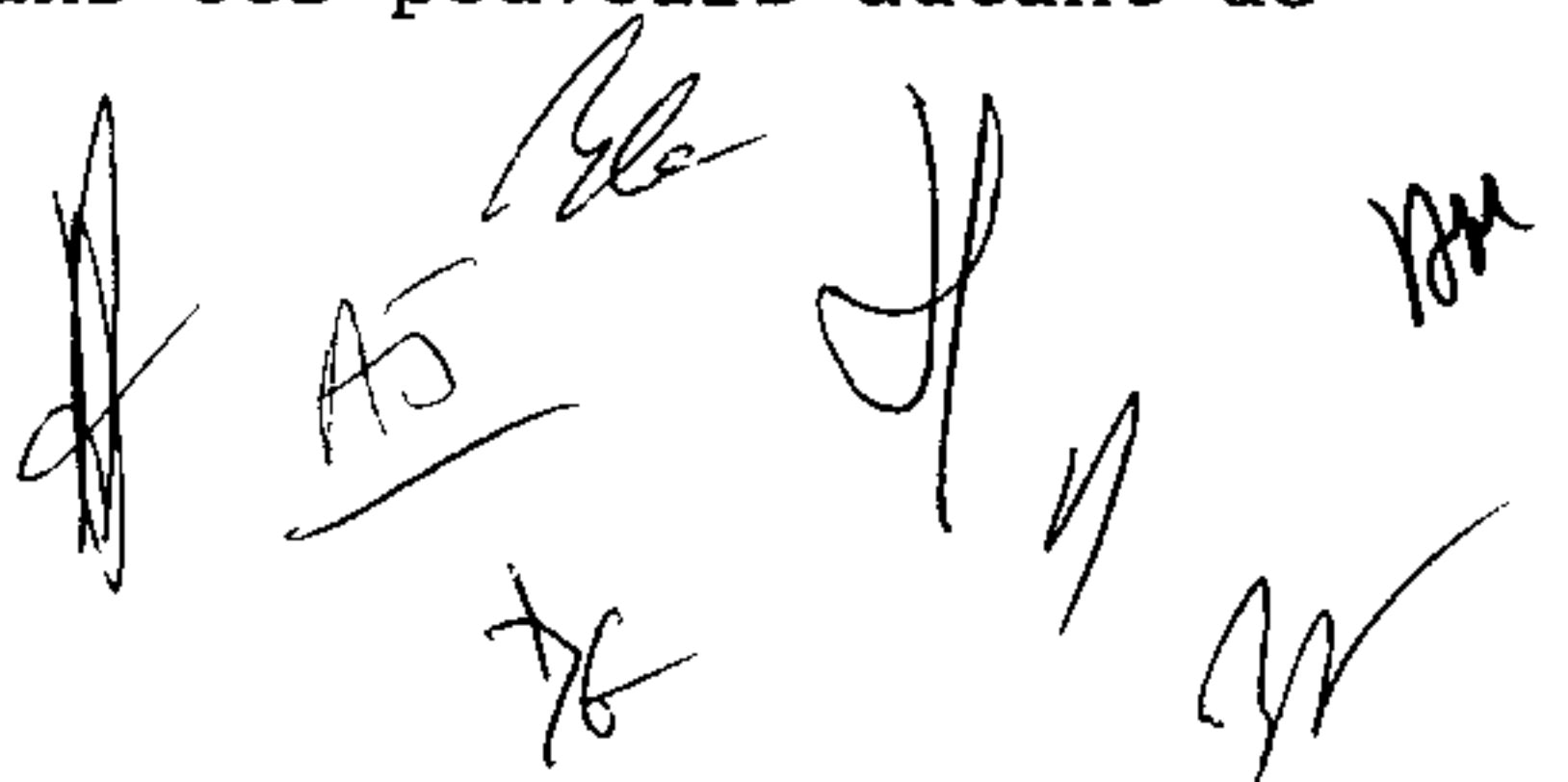
Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toutes circonstances, au nom de la Société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

Toute limitation des pouvoirs du conseil d'administration est inopposable aux tiers.

ARTICLE 24 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1) Le Président du Conseil d'Administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales, ainsi qu'au Conseil d'Administration. Toute limitation de ces pouvoirs par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers. Toutefois, le président ne peut donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société, sans y être autorisé préalablement, par le conseil d'administration dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à son président, dans les limites légales, les pouvoirs qu'il juge nécessaire, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de mandataires spéciaux qu'il avisera.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page. There are several distinct marks, including what appears to be a signature 'A5' and other illegible scribbles.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été confiées, les fonctions du président prennent fin de plein droit à l'issue de la réunion de la première assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il atteint l'âge de soixante dix (70) ans.

2) Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou deux directeurs généraux, si les conditions fixées par la loi sont réunies.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques commissaires aux comptes. Ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration, sur la proposition du président ; en cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminées par le conseil d'administration, en accord avec son président. Mais à l'égard des tiers, les directeurs généraux ont les mêmes pouvoirs que le président. Toutefois, lorsqu'un directeur général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été confiées, les fonctions du directeur général prennent fin de plein droit à l'issue de la première assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il aura atteint l'âge de soixante dix (70) ans

3) Le conseil d'administration fixe le montant et les modalités de la rémunération du président et du ou des directeurs généraux.

ARTICLE 25 - EXERCICE DES FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES ET SIGNATURE SOCIALE

1) Les fonctions de commissaire aux comptes sont exercées, au nom de la société, par des commissaires aux comptes personnes physiques, actionnaires ou dirigeants.

2) D'une manière générale, les actes généraux concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs ou dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce sont signés, soit par l'une des personnes investies de la direction générale, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet ; ceux-ci doivent être commissaire aux comptes lorsqu'il s'agit d'apposer la signature sociale sur les rapports et tout document relevant de l'exercice de la profession de commissaire aux comptes.

[Handwritten signatures and initials]
A5
H
32

Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 26 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme globale annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire.

Le conseil d'administration répartit librement cette somme entre ses membres.

L'administrateur commissaire aux comptes frappé d'une mesure de suspension ou d'interdiction temporaire d'exercer ne peut être rémunéré pour la période postérieure à la mesure qui l'a frappé et jusqu'à la fin de celle-ci.

ARTICLE 27 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR OU DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration et à l'approbation de l'assemblée des actionnaires.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire, associé en nom, gérant administrateur ou directeur général, membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise ; l'administrateur ou directeur général intéressé, est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 28 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'assemblée générale un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, qui exercent leurs missions dans les conditions fixées par les lois et règlements.

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés pour six exercices ; leurs fonctions expirent avec l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including "AS", "Gb", "V", "36", "9", and "92".

Toutefois, les fonctions du commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire, ne durent que pendant l'indisponibilité du titulaire, à moins que celle-ci soit définitive, auquel cas le suppléant remplace définitivement le titulaire jusqu'à l'expiration du mandat de celui-ci. Un suppléant devra ensuite être nommé par la plus prochaine assemblée générale.

Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la loi, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par la loi. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les intéressés, à la réunion du conseil d'administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé, ainsi qu'à toute assemblée d'actionnaires. Ils peuvent, en outre, être convoqués de la même manière à tout autre réunion du conseil.

TITRE V : ASSEMBLEES - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 29 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires, d'extraordinaires à caractère constitutif, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les assemblées extraordinaires à caractère constitutif sont appelées à vérifier des apports en nature ou des avantages particuliers. Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires.

1) Organe de convocation - lieu de réunion des assemblées

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent l'être par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins le dixième du capital social. Après la dissolution de la société, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du ressort de la Compagnie régionale auprès de laquelle la société est inscrite.

[Handwritten signatures and initials]
A5
TG
B
Hm

2) Formes et délais de convocation

Les assemblées sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social. Cette insertion peut être remplacée par une convocation faite aux frais de la société par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire.

Les titulaires d'actions depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute de quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément à la loi.

Le délai entre la date soit de l'insertion contenant l'avis de convocation, soit de l'envoi des lettres recommandées et la date de l'assemblée est de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

3) Ordre du jour des assemblées

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer.

Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital fixé par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée.

Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

4) Admission aux assemblées

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de réunion. Le conseil d'administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

[Handwritten signatures and initials]
AS
36
38
J
8
9

En cas de démembrement de la propriété de l'action, seul le titulaire du droit de vote, peut participer ou se faire représenter à l'assemblée. Les propriétaires d'actions indivises sont représentés à l'assemblée générale par l'un d'eux ou par un mandataire unique qui est désigné, en cas de désaccord, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

5) Représentation des actionnaires - vote par correspondance

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre membre du collège d'actionnaires auquel il appartient ou également s'il n'est pas commissaire aux comptes lui-même, par son conjoint. Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Il vaut pour les assemblées successivement convoquées avec le même ordre du jour.

Le conseil d'administration est tenu de joindre à toute formule de procuration qu'il adresse aux actionnaires, soit directement, soit par le mandataire qu'il a désigné à cet effet, les renseignements prévus par les dispositions réglementaires. La formule de procuration doit informer l'actionnaire que s'il l'utilise sans désignation de son mandataire, le président de l'assemblée émettra en son nom un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire le choix de son mandataire qui n'a pas faculté de se substituer à une autre personne.

A compter de la convocation de l'assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout actionnaire remplissant les conditions d'admission aux assemblées peut demander à la société de lui envoyer à l'adresse indiquée une formule de procuration. La société est tenue de procéder à cet envoi avant la réunion et à ses frais.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions légales et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société avant la réunion de l'assemblée, dans le délai fixé par les dispositions en vigueur. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

Handwritten signatures and initials:
A large stylized signature on the left.
"AS" in the center.
"GE" below "AS".
A signature on the right.
A signature at the bottom right.

6) Tenue de l'assemblée - bureau

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence, par un vice-président ou par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président. A défaut, elle élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de secrétaire scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Une feuille de présence est émargée par les actionnaires présents ou leurs représentants et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle doit, avec ses annexes, être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

7) Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins. Toutefois, dans les assemblées extraordinaires à caractère constitutif, chaque actionnaire, qu'il soit présent ou représenté, ne dispose que d'un maximum de dix voix.

Les votes s'expriment soit à main levée, soit par appel nominal. Il peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

Pour ce qui concerne les actions entrant dans la catégorie des 75 % réservée aux commissaires aux comptes, le droit de vote, qui leur est attaché, appartient au nu-propriétaire dans tous les cas. Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

La société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle. Sont en outre privées du droit de vote : les actions non libérées des versements exigibles, les actions de l'apporteur en nature ou du bénéficiaire d'un avantage particulier lors de l'approbation de ces apports et avantages, les actions des souscripteurs éventuels dans les assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription et les actions de l'intéressé dans la procédure prévue à l'article 27.

36 A5 J 76 1 32

8) Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration, par l'administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de président ou un administrateur exerçant les fonctions de directeur général. Ils peuvent être certifiés par le secrétaire de l'assemblée. Après la dissolution de la société et pendant sa liquidation, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEES ORDINAIRES

1) Objet et tenue

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du conseil d'administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes annuels ; ce délai peut être prolongé à la demande du conseil d'administration par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

2) Quorum et majorité

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. L'assemblée générale ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES ET ASSEMBLEES A CARACTERE CONSTITUTIF

1) Objet et tenue

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué, ou pour la négociation de "rompus" en cas d'augmentation ou de réduction du capital.

Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf les exceptions prévues par la loi.

Handwritten signatures and initials:
AS
Go
J
B
H
V

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

2) Quorum et majorité

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation, la moitié et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

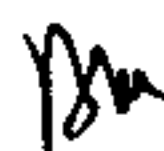
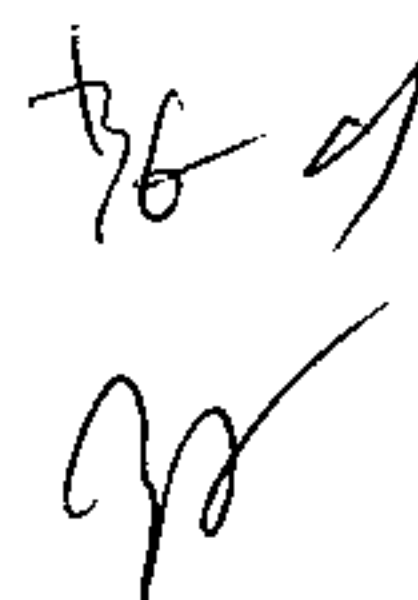
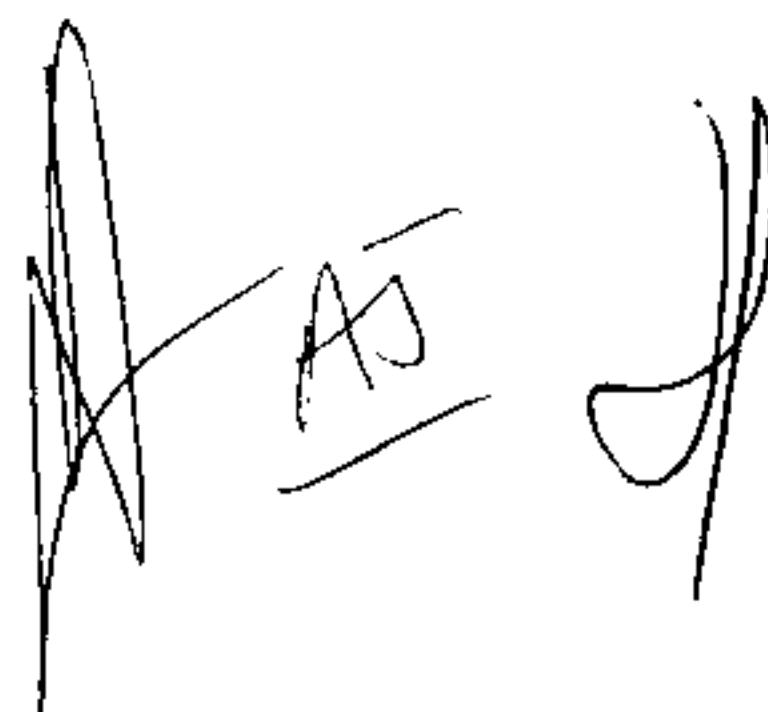
Dans les assemblées générales extraordinaires à caractère constitutif, les quorum et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions appartenant à l'apporteur en nature ou au bénéficiaire de l'avantage particulier qui n'ont voix délibératives pour eux-mêmes, ni comme mandataires. Chacun des autres membres de l'assemblée dispose, pour lui et pour chacun de ses mandats, d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix.

3) Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

4) L'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur la transformation de la société en société de toute autre forme devra réunir les majorités particulières prévues par la loi.

ARTICLE 32 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent, selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.



TITRE VI : EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES - PAIEMENT DU DIVIDENDE - ACOMPTE SUR DIVIDENDES

ARTICLE 33 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 01 Janvier et finit le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 Décembre 1994.

ARTICLE 34 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments actif et passif de la société et les comptes annuels conformément aux dispositions légales, et établit un rapport de gestion écrit.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes et présentés à l'assemblée générale ordinaire annuelle dans les délais légaux.

ARTICLE 35 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du conseil d'administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

Handwritten signatures and initials:
BG, AS, J/BG, MR, BR

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'actionnaire conserve ses droits à la perception au dividende nonobstant une mesure de suspension (R.176 al.2) ou l'interdiction temporaire d'exercer (R.178 al.2).

ARTICLE 36 - PAIEMENT DU DIVIDENDE - ACOMPTE SUR DIVIDENDES

Le paiement du dividende se fait annuellement, à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la date de clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du conseil d'administration.

L'assemblée générale qui statue sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dont le prix d'émission est préalablement fixé selon les modalités prévues par la loi. L'offre de paiement doit être faite simultanément à tous les actionnaires. La demande en paiement du dividende en actions doit intervenir dans le délai fixé par l'assemblée générale, qui ne peut être supérieur à trois mois de cette assemblée.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

36

AS of 29
47

mm

TITRE VII : TRANSFORMATION - PROROGATION - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION - LIQUIDATION - ARBITRAGE DE LA COMPAGNIE REGIONALE

ARTICLE 37 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le conseil d'administration doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 38 - PERTE DU CAPITAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales fixant le capital social minimum, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, laquelle peut être décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, la société est aussitôt en liquidation. La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à (à clôture de celle-ci.

La dissolution met fin aux mandats des administrateurs sauf, à l'égard des tiers, l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin aux mandats des commissaires aux comptes.

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment un ou plusieurs liquidateurs qui doivent être des commissaires aux comptes, dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

16

AS

16

16

16

La dissolution de la société met fin aux mandats de la société à l'issue des assemblées d'actionnaires ou d'associés des sociétés contrôlées statuant sur l'exercice au cours duquel la société est dissoute.

Le conseil d'administration doit remettre les comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils ont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

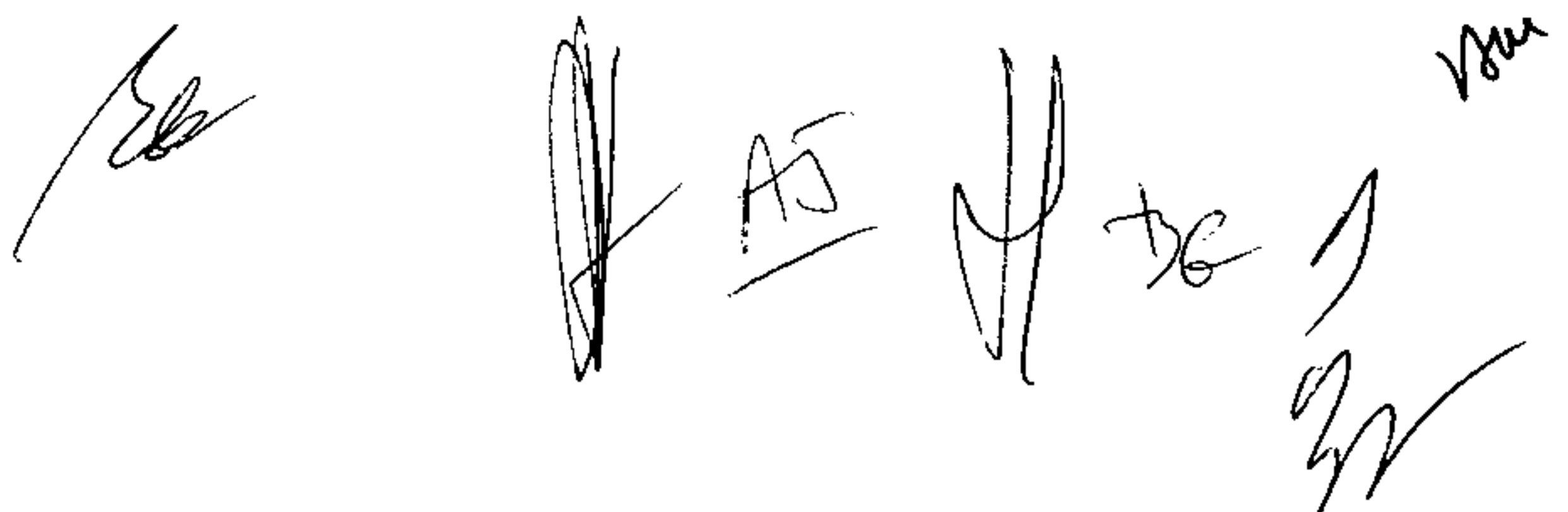
Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée générale ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les actionnaires en assemblées ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions le clôture de liquidation.

Si les liquidateurs et les commissaires aux comptes de la société négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

The bottom of the page contains several handwritten signatures and initials. From left to right, there is a signature that appears to be 'E', followed by a signature with the initials 'AS' written next to it. To the right of 'AS' is another signature, followed by the initials 'DG'. On the far right, there is a signature that looks like 'Vau' and another signature below it that looks like 'JW'.

ARTICLE 40 - ARBITRAGE DE LA COMPAGNIE REGIONALE

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opération de liquidation, soit entre les actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à l'arbitrage du président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes, dont ressort la société ou la majorité de ses actionnaires, saisie par la partie la plus diligente, lequel désignera tel membre du bureau, ou telle commission qu'il avisera.

Le ou les arbitres, désignés par le président de la compagnie régionale, seront tenus de suivre et de respecter les règles de droit commun. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

[Handwritten signatures and initials: AS, 38, 9, and others, along with a large diagonal line across the page.]

CHAPITRE II - DESIGNATION DES PREMIERS ADMINISTRATEURS.

Sont nommés comme premiers administrateurs de la Société pour une durée de trois années, qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/96 :

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD,
demeurant 8, rue Le Titien, 91440 BURES SUR YVETTE,

Monsieur Bruno GARY,
demeurant 325, rue de Vaugirard, 75015 PARIS,

Monsieur Marc LERICK,
demeurant 21, rue Duplex, 76600 LE HAVRE.

Les administrateurs ci-dessus désignés acceptent les fonctions qui leur sont confiées et déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination.

CHAPITRE III - DESIGNATION DES PREMIERS COMMISSAIRES AUX COMPTES.

Sont désignés comme Commissaires aux Comptes de la Société pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice :

La S.A.R.L. "GENERALE FIDUCIAIRE D'AUDIT ET DE CONSEIL", dont le siège social est 5, rue Saint Didier, 75116 PARIS, titulaire,

Monsieur Bertrand MIQUEL, demeurant 47, rue de Courcelles, 75008 PARIS, suppléant.

La S.A.R.L. "GENERALE FIDUCIAIRE D'AUDIT ET DE CONSEIL", représentée par Monsieur Pascal JARZAGUET et Monsieur Bertrand MIQUEL, acceptent leurs fonctions respectives et déclarent, chacun en ce qui le concerne, n'être atteints d'aucune incompatibilité ni interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination.

CHAPITRE IV - ENGAGEMENTS PRIS ET A PRENDRE POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION - FRAIS - PUBLICITE - POUVOIRS.

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

[Handwritten signatures and initials: "AB", "AS", "JG", "J", "AM"]

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignés donnent mandat à Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD à l'effet de prendre pour le compte de la Société, en attendant son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, les engagements qui sont décrits et dont les modalités sont précisées dans un second état annexé aux présentes.

L'immatriculation de la Société emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

A l'appui de la demande d'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés, les administrateurs et, le cas échéant, le ou les directeurs généraux, sont tenus de déposer au greffe du Tribunal de commerce une déclaration dans laquelle ils relatent toutes les opérations effectuées en vue de constituer régulièrement ladite Société et par laquelle ils affirment que cette constitution a été réalisée en conformité de la loi et des règlements. Cette déclaration est signée par ses auteurs ou par l'un ou plusieurs d'entre eux ayant reçu mandat à cet effet. Ces dispositions sont applicables en cas de modification des statuts.

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la Société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;

JB

AS

J. X. G. J. J.

Ydu

- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à ORSAY

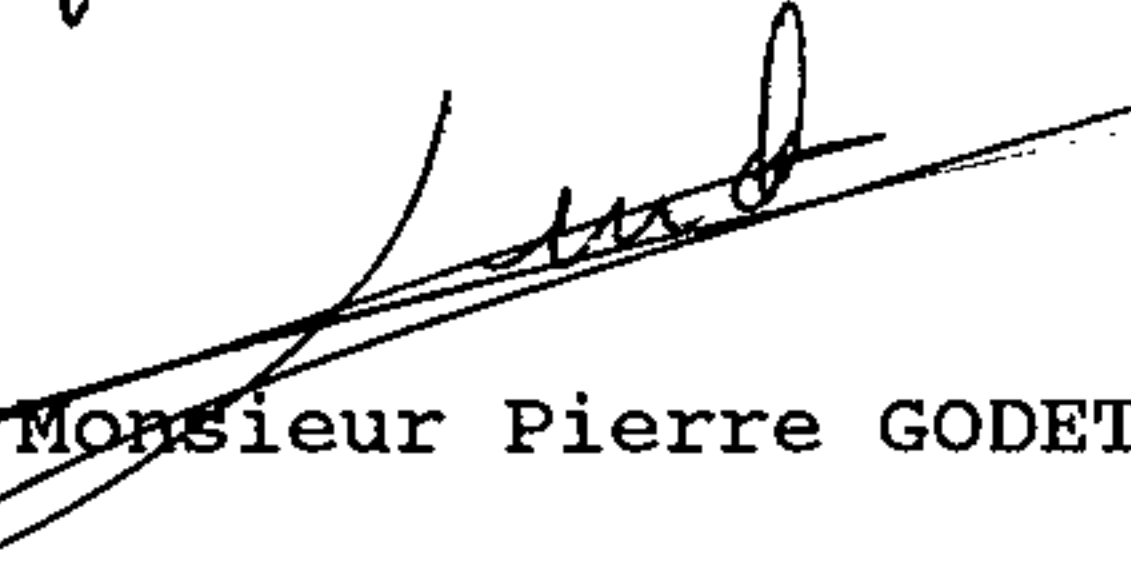
Le 17 septembre 1993

En autant d'exemplaires
que requis par la loi

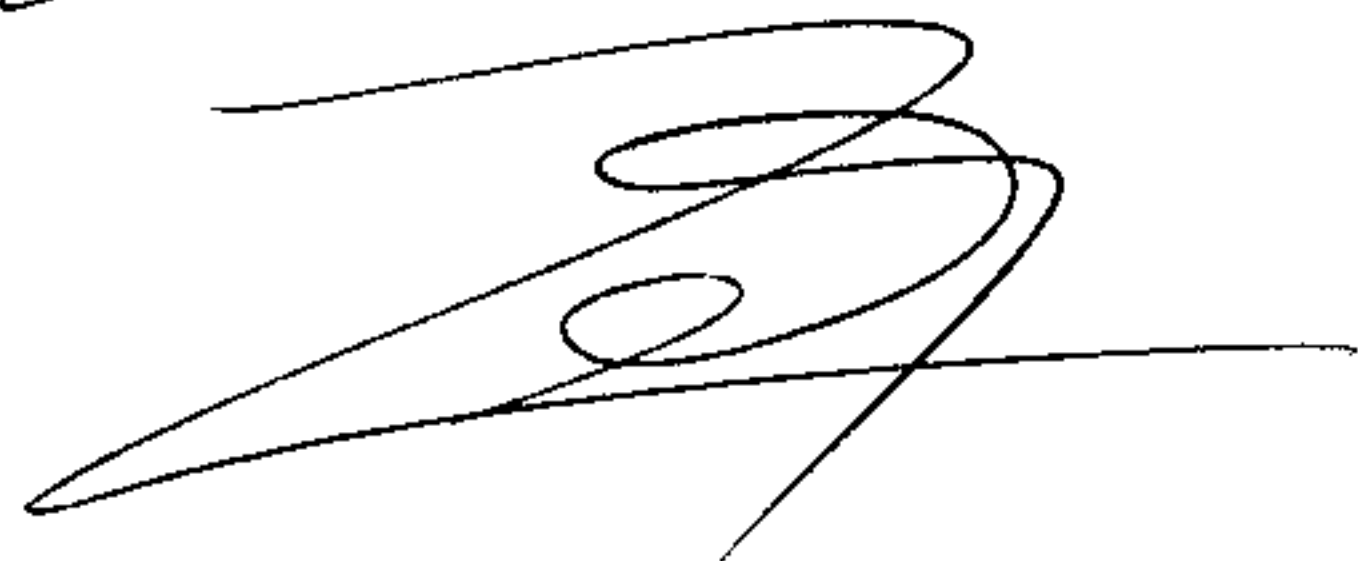
Monsieur Bruno GARY
"bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur"

*Bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur*


Monsieur Marc LERICK
"bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur"

*bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur*


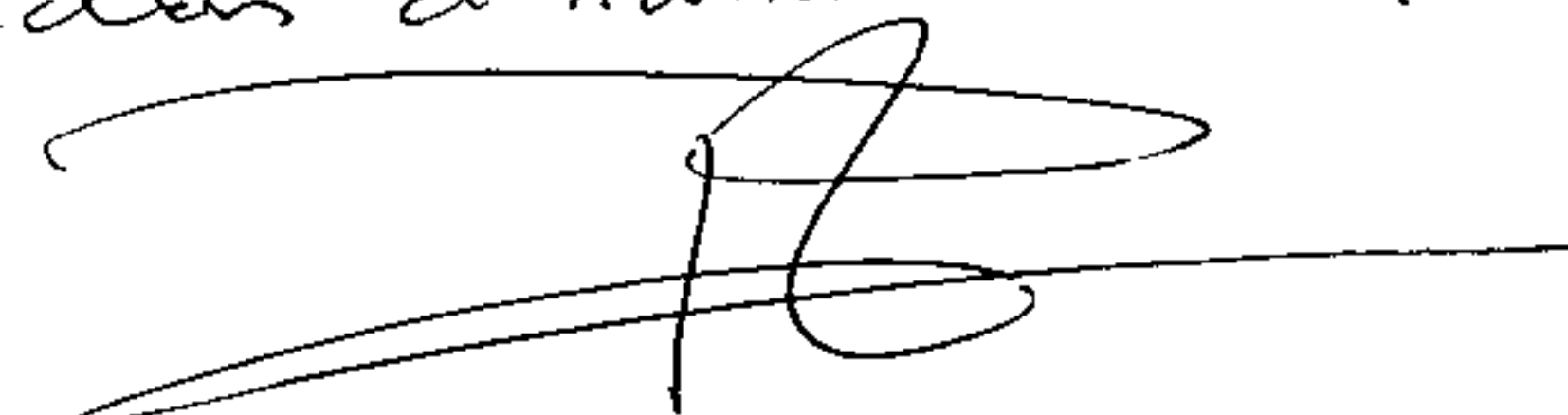
Monsieur Pierre GODET



Madame Brigitte GARY

Brigitte Gary

Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD
"bon pour acceptation des
fonctions d'administrateur"

*Bon pour acceptation des
fonctions d'Administrateur*


Monsieur Alain MEYNIEUX



Monsieur Bernard GODET



Madame Aline JAUSSAUD

A. Jausaud

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
Société anonyme de commissaires aux comptes
au capital de 250.000 Francs
Siège social : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION
AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- ouverture d'un compte bancaire à la banque "B.N.P.", agence du Front de Seine, 92300 LEVALLOIS PERRET.

- Signature d'en Bail

The block contains several handwritten signatures and initials. On the left, there is a signature that appears to be 'GB'. In the center, there is a large, stylized signature that looks like 'R'. To the right of this, there is a signature that appears to be 'Jussaud'. Further right, there are initials 'AS' and 'JG'. At the bottom right, there is a signature that appears to be 'M' and another that appears to be 'W'.

GARY - JAUSSAUD ET ASSOCIES
Société anonyme de commissaire aux comptes
au capital de 250.000 Francs
Siège social : 12, rue Archangé, 91400 ORSAY

ANNEXE

Les actionnaires donnent mandat à Monsieur Pierre Olivier JAUSSAUD de prendre pour le compte de la Société les engagements suivants :

- effectuer auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de PARIS, la demande d'inscription de la société en qualité de société anonyme de commissaires aux comptes.



Handwritten signatures and initials:

- Top left: "GB" above a large, stylized signature.
- Below the large signature: "76".
- Top right: "VAm" above a signature.
- Below the signature: "AS" above a signature.
- Bottom right: "MR" above a signature.

A6434

DECLARATION EN CONFORMITE DE L'ARTICLE 17
DE L'ARRETE DU 9 FEVRIER 1988

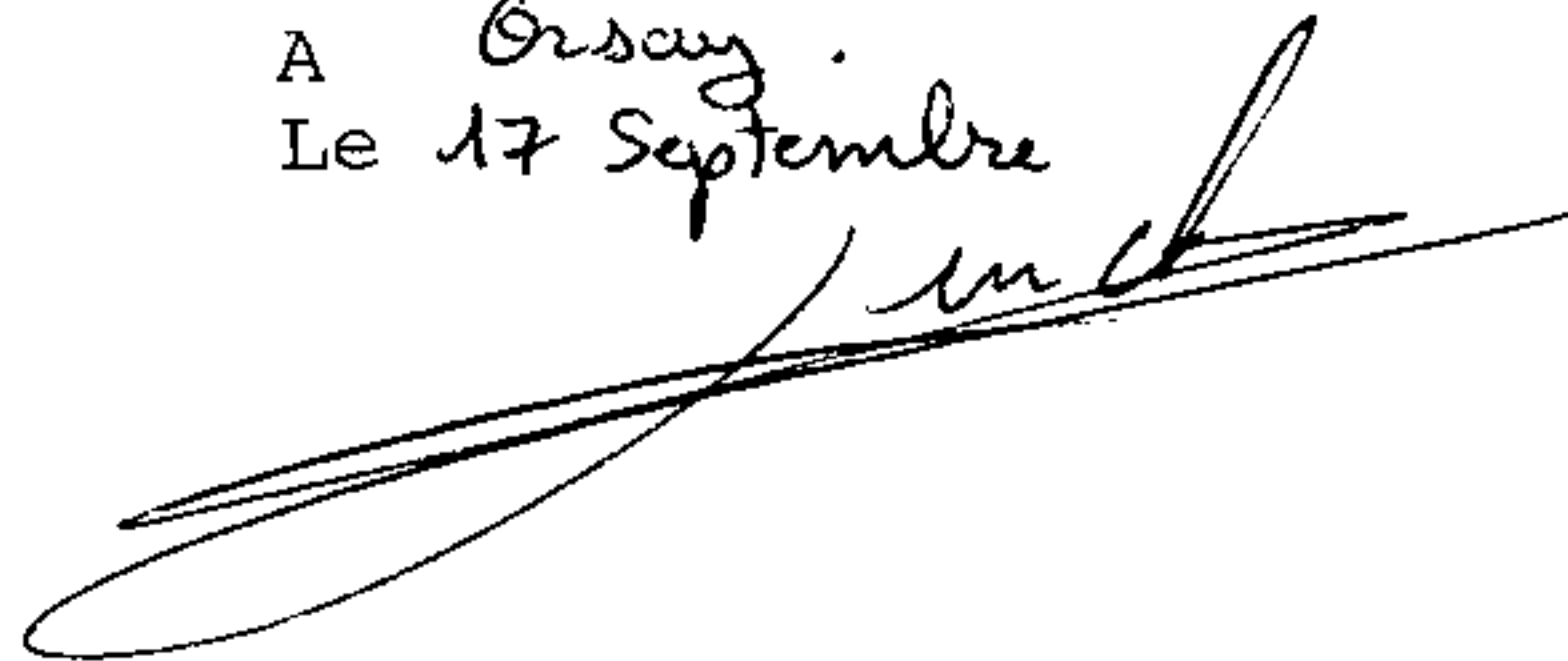
Je soussigné Monsieur Marc LERICK,
demeurant 21, rue Dupleix, 76600 LE HAVRE,

Fils de Monsieur : *Christian* LERICK
et de Madame : *Colette* BREUZIN

déclare, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 9 février 1988, relatif au Registre du Commerce et des Sociétés, n'avoir jamais fait l'objet d'aucune condamnation pénale ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire:

- soit d'exercer une activité commerciale,
- soit de gérer, d'administrer ou de diriger une personne morale.

A *Orsay*.
Le *17 Septembre*



Rappel de l'Ordonnance du 27 décembre 1958, réprimant certaines infractions en matière de Registre du Commerce :

Article 2 : Quiconque donne, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au Registre du commerce, est puni d'une amende de 500 à 30 000 francs et d'un emprisonnement de dix jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

NOM LERICK

Prénoms Marc Gérard Henri Anatole

Né le 22 AOUT 1960
à ROSENDAEL
(Nord)

NATIONALITÉ FRANÇAISE



Taille 1.74 M

Signature du titulaire

Signes

particuliers Néant

Domicile 22 Rue Thieulent
SAINTÉ-ADRESSE

Fait le 11. AVRIL 1989
par

Pour le S/Préfet du HAVRE
Le Chef de Service

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

REPUBLIQUE FRANÇAISE

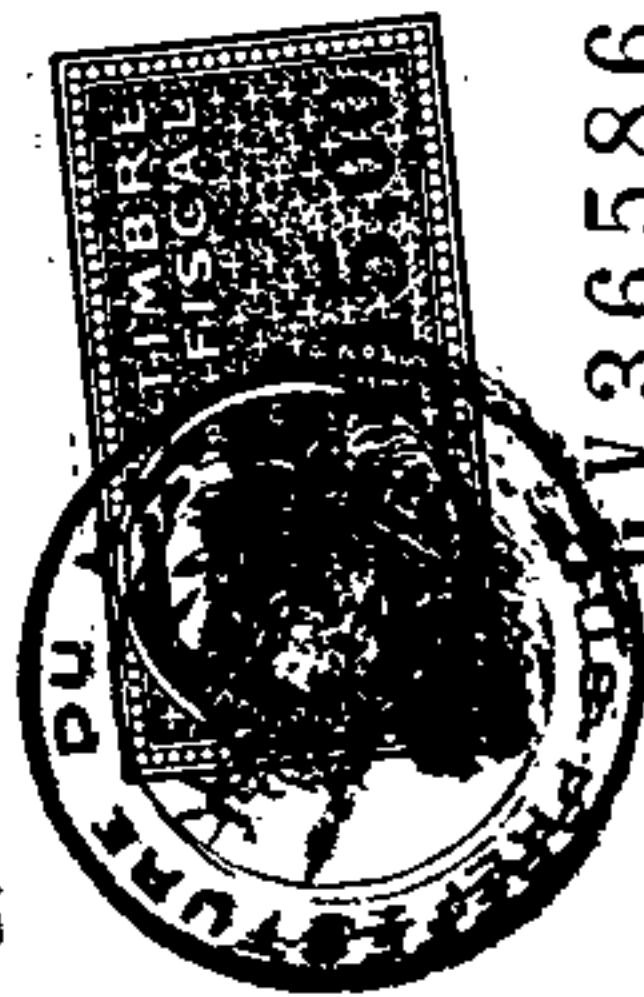
MINISTRE DE L'INTERIEUR



CARTE NATIONALE
D'IDENTITÉ

Valable dix années à partir
de la date d'émission

N°



UV 36586

CHANGEMENTS DE DOMICILE

Le changement de domicile dont la déclaration n'est en aucun cas obligatoire, est mentionné sur demande faite au *Commissaire de police* ou, à défaut, au *Maire* du nouveau domicile.

Nouveau domicile

Le

Le Commissaire de police
Le Maire

Nouveau domicile

Le

Le Commissaire de police
Le Maire